BRIEFS
EuroMeSCo

Asymétrie et sécurité globale

Khalifa Chater
AEI, Tunis
Juin, 2003

EuroMeSCo Brief 5

ASYMÉTRIE ET SÉCURITÉ GLOBALE

Khalifa Chater

Sommaire

La dimension sécuritaire du processus de Barcelone
- **La paix**
- **La stabilité**
- **La sécurité**

L'état des lieux

La sécurité globale
- **Le développement différentiel**
- **La dégradation de l'écosystème**
- **Le défi de la mondialisation**

Conclusion: Montée des périls

This Brief was produced with the financial assistance of the Commission of the European Communities, under contract n° ME8/ B7-4100/IB/98/0160-1, within the framework of the EuroMeSCo Working Group 1 activities. The text is the sole responsibility of the authors and in no way reflects the official opinion of the Commission.

L'inhibition sécuritaire soumet à rude épreuve le processus de Barcelone car elle affecte les visions collectives, les représentations, les valeurs et les symboles, traçant une ligne de démarcation entre l'Europe et les rives méridionales et orientales de la Méditerranée. L'enjeu sécuritaire, désormais affirmé, assumé et revendiqué par les pays de l'Union européenne participe à la constitution d'un contentieux au sein d'une aire géopolitique qu'on se propose de rassembler, dans un destin commun. Tel qu'il est formulé, il est perçu par les partenaires de l'Union européenne comme un concept de société dominante, soucieuse d'ouvrir les marchés de ses partenaires juniors, tout en verrouillant ses frontières à leurs habitants et limitant l'accès de certains de leurs produits, dans un échafaudage subtil de partenariat asymétrique, conforté par l'état des rapports de forces. Cette vision – érigée volontiers en leitmotiv lors de certaines élections – implique de fait une culpabilisation de l'autre. Les événements du 11 septembre 2001 et les déclarations d'Amérique, accréditant les nouveaux concepts de guerre préventive, érigent la politique sécuritaire en enjeu prioritaire dans les relations internationales de l'Occident.

Il serait erroné d'affirmer que la notion de sécurité est rarement prise en compte dans l'aire de la Méditerranée méridionale et orientale (MMO). Les conflits du Moyen-Orient ont leurs effets et leurs prolongements sur cette aire. Qu'il nous suffise de rappeler le bombardement de Hammam Ech-Chott, par l'armée israélienne (1er octobre 1985). D'autre part, l'émergence de l'intégrisme islamique a soumis la région à rude épreuve de déstabilisation. Faisant partie de l'aire cible, dans l'approche de Huntington et de sa dichotomie manichéenne Occident/Islam, désormais réactualisée et confortée par la pensée dominante, la MMO a le statut paradoxal de partenaire et d'ennemi virtuel de l'Occident, dans le cadre de la quête d'un ennemi de substitution, après l'implosion de l'URSS (1989).

Nous estimons plutôt que l'analyse de la situation atteste l'existence d'une approche différentielle de la sécurité. L'Europe est soucieuse d'identifier les risques éventuels provenant de la MMO, alors que ses partenaires sont conscients de l'inégal rapport de forces entre les deux aires, des conséquences sur leurs conditions de son *hardpower*[1] et entre autres cette puissance militaire, - illustrée maladroitement, lors de l'intervention post-coloniale espagnole sur le carré territorial de l'îlot de Leïla – et surtout de son *softpower*, sa domination hégémonique dans l'établissement des valeurs et la définition des normes régissant l'économie de marché, les modes de gestion, l'information-flux et ce qu'on appelle le *politiquement correct*, exprimant une vision idéologique, c'est-à-dire un certain idéal type occidental diffusé, mis en valeur et imposé effectivement par leurs médias, fut-il contesté, bien souvent, par les analyses des grands penseurs européens ! Notre approche de la sécurité globale,

[1] Nous empruntons les concepts de *hardpower* et *softpower* à Joseph Nye. Le pouvoir «dur» "la capacité à faire faire aux autres ce qu'ils ne feraient pas autrement... Il s'obtient en général par la coercition ou la corruption". Le pouvoir «soft» est réalisé par l'exercice de l'influence par la culture, les valeurs, la politique étrangère. C'est "le pouvoir d'attraction, qui consiste à leur faire vouloir ce que vous souhaitez, sans que vous n'ayez à utiliser ni carotte ni bâton". Voir l'interview de Joseph Nye: "pour une hyper-puissance soft", in *Le Nouvel Observateur,* 5-11 septembre 2002, pp. 58-59. Joseph Nye a développé ses concepts dans son livre .*Le paradoxe de la puissance américaine. Pourquoi la seule superpuissance mondiale ne peut pas faire cavalier seul*, Oxford University Press, 2000.

concept novateur formulé récemment par des analystes pertinents[2] et objet de définition et de débats, a l'ambition de rapprocher les points de vue, de se dégager de la situation asymétrique, d'identifier les risques et menaces possibles et éventuels, par une vision globale, collective et concertée, de part et d'autre de la Méditerranée.

La dimension sécuritaire du processus de Barcelone (1995)

La chute du mur de Berlin (1989) inaugurait une ère de co-existence effective, en Europe occidentale, en éloignant le spectre de l'ennemi soviétique. Les territoires européens ne subissent plus, depuis lors, de menace militaire, puisque l'entente règne entre les protagonistes d'antan et que les armées relativement modestes des pays avoisinants de la MMO n'ont pas d'ambitions guerrières nord-méditerranéennes, vu l'état des rapports de forces. Au moment où le nouveau contexte lui assure vulnérabilité, l'UE met à l'ordre du jour, lors de l'élaboration de la déclaration de Barcelone, les enjeux de paix, de stabilité et de sécurité, adoptant les conclusions de ses diverses assises. En effet, soucieuse de construire son système de défense, l'Europe met à l'ordre du jour l'élaboration d'une stratégie globale dans le cadre de «la politique méditerranéenne rénovée», élaborée en 1990. Depuis lors, l'Europe intègre la dimension sécuritaire, comme composante essentielle de la construction d'un partenariat euro-méditerranéen. "Seul un vrai contrat de développement entre les deux rives de la Méditerranée pourra assurer, à terme, une sécurité globale, collective et négociée, dans la région[3]". Les débats sur la question, engagés au cours des réunions de Palma de Majorque (1990), de Malaga (1992) furent régulièrement poursuivis, lors des assises de l'U.E., avant leur finalisation par le Conseil européen d'Essen (9-10 décembre 1994). Définissant les principaux axes du Partenariat euro-méditerranéen, il exprime ce postulat que : "La Méditerranée constitue pour l'Union européenne une zone prioritaire d'importance stratégique" et déclare que "la paix, la stabilité et la prospérité de la région figurent parmi les premières priorités de l'Europe[4]". Barcelone institutionnalise cette approche.

Comment expliquer l'émergence de ce souci de défense, dans une aire géopolitique, dans une large mesure, « pacifiée » à l'exception de la question palestinienne qui devait constituer le talon d'Achille de l'aire euro-méditerranéenne ? Mais "la fuite de la menace lourde mettait désormais en valeur d'autres analyses de la conjoncture stratégique". Nous souscrivons à ce diagnostic de Dominique David[5]. Est-ce que l'Europe réactualise le contentieux historique de la scène méditerranéenne, "espace des clivages irrémédiables, des identités tenaces, des refus héréditaires, des guerres meurtrières, des passions destructrices"[6]. Cette version historique occulte, en fait, les périodes de coexistence, les échanges multiples, les bonheurs partagés. Nous devons cependant admettre que la Méditerranée constitue une ligne de fracture, une frontière d'asymétrie, entretenant des tensions, des frustrations, bien propices à la culpabilisation de l'autre.

D'autre part, le traitement de la question de l'immigration officielle ou clandestine s'inscrit dans la perception d'une certaine peur, d'un péril d'invasion que les actions terroristes des intégristes ne peuvent que conforter. Les comportements démographiques différentiels favorisent la représentation d'une Europe riche, subissant les assauts du Sud. L'inconscient, l'impensé et le subjectif de l'underground des comportements humains est, dans une certaine mesure, pris en ligne de compte par les acteurs politiques.

Autre fait d'évidence, la guerre contre l'Irak (1991) et l'implosion de la Yougoslavie révélaient que «le désordre» mondial succédait à l'ordre bipolaire de la terreur. L'éclaircie annoncée par les accords d'Oslo, les négociations turco-grecques relatives à Chypre, le redimensionnement du conflit saharien par le traité constitutif de l'UMA fut de courte durée. Pouvait-on assurer la normalisation des relations, en faisant valoir les bienfaits de l'ouverture des marchés ? La Conférence économique d'Amman (29-30 octobre 1995) qui avait pour objectif de dessiner l'aire économique du Moyen-Orient s'inscrit dans cette nouvelle approche. Barcelone tenta de conjuguer les donnes commerciales et sécuritaires dans le processus de construction de l'aire euro-méditerranéenne. Cette vision exprime le souci d'édifier un nouvel ordre méditerranéen, sous-estimant, peut-être, l'implication nécessairement internationale ou du moins l'interaction des différentes aires, pour faire valoir la paix, quelle que soit la région. Peut-être n'a-t-elle pas pris la juste mesure de la modestie de ses moyens d'action, dans le monde unipolaire, puisque la crise de l'îlot de Leïla a nécessité l'intervention du Secrétaire d'Etat américain.

Trois concepts sont utilisés pour formuler cette approche stratégique de la zone euro-méditerranéenne. "Les participants expriment leur conviction que la paix, la stabilité et la sécurité de la région sont un bien commun qu'ils s'engagent à promouvoir et à renforcer[7]". Cette déclaration de principe semble exprimer des préoccupations de la partie européenne dans ce *deal* : le développement contre la sécurité. Mais la déclaration n'explicite pas ces concepts, qui sont loin de constituer de simples vœux pieux.

La paix

"Rapports sans violence, absence de guerre". Est-ce que les partenaires de Barcelone s'accommodent de cette définition générale du dictionnaire le Robert ? La référence à la Charte des Nations unies et à la Déclaration universelle des droits de l'homme, le respect "de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes", la condamnation de toute ingérence montrent que la Déclaration de Barcelone fait valoir les normes, définies par l'ONU,

[2] Quelques institutions, dont certaines étaient proches de l'ONU, ont développé depuis les années 80 le concept de «sécurité globale». Voir, par exemple, The Center for Global Security Research (CGSR), fondé en 1996, et qui avait pour objectif de réunir divers experts des questions communautaires et d'élaborer des programmes politiques, pour réaliser cet objectif global et multidisciplinaire (Voir son site: http://cgsr.llnl.gov). Voir aussi le programme sur la sécurité globale de la Fondation John and Catherine T. MacArthur Foundation (site : http://www.macfound.gov).

[3] Bichara Khader, *L'Europe et la Méditerranée : géopolitique de la proximité*, Paris, l'Harmattan Academia, Paris, 1994, p. 8.

[4] Voir la déclaration d'Essen, in *Etudes Internationales*, n°54, 1/95, pp. 182-190.

[5] Dominique David, *Sécurité : L'après-New York*, Presses de Sciences Po, Paris, 2002, p. 17.

[6] Mohamed Arkoun, cité par Bichara Khader, «Le partenariat européen», in *Etudes Internationales*, n°57, 4/95, p. 6.

[7] Déclaration de Barcelone, chapitre «partenariat politique et de sécurité».

de bonne conduite entre les Etats. Se contentant d'affirmer son appui au processus de paix au Moyen-Orient, dans le préambule, la Déclaration montre que les partenaires n'envisagent pas de mesures coercitives contre ceux qui transgressent les normes, acceptant de les admettre, dans leur rassemblement, sans état d'âme.

La stabilité

Cette notion n'est guère précisée dans la Déclaration. S'agit-il d'instituer l'équilibre permanent et d'assurer le statu quo, dans les différents pays ? Cette définition qui semble occulter toute dynamique intérieure de mutation, de progrès, est évidemment exclue, à moins qu'elle ne concerne, essentiellement, la pérennité des Etats et de leurs institutions fondatrices. Est-ce que les partenaires européens évoquent le spectre de la guerre civile, les risques du péril intégriste dans les pays musulmans et ses effets sur l'Europe? Le Conseil européen d'Essen (9-10 décembre 1994) a exprimé "son inquiétude face à la progression de forces extrémistes et intégristes dans plusieurs Etats d'Afrique du Nord"[8]. Notons, à ce propos, que ce conseil a recommandé de "donner à Israël un statut privilégié". Fait surprenant, le Conseil européen de Cannes (27 juin 1995) se hasarde à formuler une certaine ingérence, à l'encontre de l'Algérie, favorisant la prise en compte des intégristes comme des partenaires d'une solution politique[9].

La sécurité

Terme privilégié de ce triptyque, la déclaration définit les grands axes d'une sécurité régionale :

- Non-prolifération nucléaire, chimique et bactériologique ;
- Prévention de la prolifération nucléaire, chimique et bactériologique au Moyen-Orient et de l'accumulation excessive d'armes conventionnelles ;
- Recommandation aux pays du Moyen-Orient afin de "s'abstenir de développer une capacité qui aille au-delà de leurs besoins légitimes de défense"[10].

Tout en considérant le Moyen-Orient comme cible de cette recommandation, libérant de fait les pays européens de cette clause, la Déclaration ménage Israël en évitant de la désigner comme Etat disposant du nucléaire et en omettant de signaler les menaces qu'il exerce effectivement sur son environnement.
Ainsi formulé, le triptyque sécuritaire semble plutôt se référer à des risques pouvant provenir de la MMO. Est-ce à dire qu'ils ont pris conscience des dangers que le terreau de la disparité sociale, de l'échange inégal, de la frustration peut contribuer à faire naître ? Est-ce qu'une politique de co-développement qui mettrait fin à cette asymétrie dangereuse ne serait pas le meilleur facteur de sécurité et de stabilité ?

L'état des lieux

"Le désordre n'est sans doute pas meilleur pour nous que l'ordre dominant jusqu'à maintenant (une paix armée mais une paix". (Déclaration de François Mitterrand, en juillet 1989, lors d'un conseil de défense)[11].
Plusieurs analystes européens font valoir que "l'Europe vit, aujourd'hui, dans un environnement incertain (puisque) sa périphérie reste instable[12]". Peut-on accréditer cette thèse d'une zone de risques dans l'aire de la Méditerranée méridionale et orientale ? Essayant de situer les foyers de crises, Matthew Nimetz, expert américain de renom, délimite ainsi la zone des tensions :
"Bien que la stabilité en Méditerranée occidentale ne puisse être considérée comme (absolument) garantie, le centre (des crises) se situe essentiellement à l'Est de la région : les Balkans, la mer Egée (incluant Chypre et la stabilisation interne de la Turquie), la région de la mer Noire, les enjeux de la sécurité politique affectant le Moyen-Orient et le Golfe, ainsi que les graves problèmes économiques et politiques d'Egypte et d'Algérie... Nous n'avons pas besoin d'écrire des thèses pour démontrer l'importance de ces enjeux pour le monde occidental. Chaque problème sub-régional (...) a sa signification[13]".
Peut-être faudrait-il redimensionner les risques éventuels des crises identifiées ? Le temps ayant accompli son œuvre, des protagonistes ont accepté, de fait, leur coexistence avec leurs adversaires-partenaires. C'est notamment le cas de Chypre. D'autre part, les scénarios de déstabilisation de certains pays musulmans par l'intégrisme semblent écartés, dans une conjoncture internationale plus avertie, depuis la crise du 11 septembre. Mais des situations de détresse sociale, conjuguées à la frustration provoquée par l'évolution de la question du Moyen-Orient, peuvent favoriser l'émergence de dérives et conforter les discours de guerre. C'est dire la gravité de la situation palestinienne et ses effets d'entraînement évidents.
Qu'en est-il de la menace terroriste des intégristes ? Les événements du 11 septembre révèlent qu'elle ne constitue plus un problème de proximité ou de voisinage. Dominique de Villepin remarque, à juste titre, "qu'aucun Etat, aucun territoire ne peut se croire hors d'atteinte d'un fléau qui conjugue archaïsme et haute technologie pour déjouer les défenses[14] (occidentales)", dans le village global. Il souligne l'aggravation de la menace et sa mondialisation, alors que "le danger est devenu imprévisible et les conflits asymétriques. Le faible peut faire chanceler le fort, en s'insinuant dans les interstices de la puissance[15]".
Tout en partageant cette appréciation de la menace, nous remarquons la transgression par les intégristes de leur aire générique, signalée par Olivier Roy[16], qui dément la vulgate géostratégique culturaliste de Samuel Huntington. Rejetant leur société d'origine, quittant leurs patries pour l'Occident qui les séduit, ils vont intégrer la mouvance intégriste, dans le pays d'accueil. Il s'agit donc d'intégristes *made in Occident*.

[8] Conclusions de la Présidence, chapitre relatif à la politique méditerranéenne.

[9] Conclusions de la Présidence, Partie A, chapitre 2 «Les relations extérieures».

[10] Déclaration de Barcelone, chapitre «Partenariat politique et de sécurité».

[11] Déclaration citée par Daniel Vernet dans un compte-rendu présentant le livre de Tilo Schabert, *Comment se fabrique l'histoire du monde*. La France et l'unité allemande, en langue allemande, édition Kilett-Cotta. Voir *Le Monde des Livres*, du 20 septembre 2002.

[12] Nous citons cet extrait de la problématique du débat public sur l'avenir de l'Europe, Conférence des Ecoles et Académies militaires de l'Union européenne, Ecoles de Saint-Cyr Coëtquidan, 16-18 juillet 2002.

[13] Matthew Nimetz, "Mediterranean security after the Cold war". Voir le site internet de *Mediterranenan Quarterly*, été 2002, "http://users.erols.com/mqmq".

[14] Xème Conférence des Ambassadeurs, Paris, 27 août 2002.

[15] *Ibid.*

[16] Olivier Roy, *L'Islam mondialisé*, Paris, Seuil, 2002.

L'approche pertinente de Thérèse Delpech, permet d'affiner l'analyse de cette question :

> "Ce que l'on appelle islamisme – à la différence de l'islam – est lui-même un produit bâtard, construit sur les ruines des idéologies politiques du XXème siècle qui ont eu un effet dévastateur dans les élites musulmanes. Si le problème est de trouver un contrepoids efficace à la violence radicale, la crise est tout autant morale que politique. Et elle nous concerne tout autant que le monde musulman"[17].

Bien entendu, les terroristes intégristes n'incarnent point de revendications sociales. Ceux du 11 septembre sont des privilégiés du système et des produits de couches aisées. Mais une amélioration des conditions de vie et des moyens d'existence limiterait leur action sur leur environnement et affaiblirait les assises de tous les mouvements passéistes et fondamentalistes. Nous sommes ramenés à ce diagnostic de l'urgence de l'adoption d'une politique de développement et du traitement du problème du Moyen-Orient.

L'approche des pays sud-méditerranéens identifierait aussi, en tant que risques, le maintien des enclaves coloniales que la crise de l'îlot de Leïla a rappelées. Le traitement *manu militari* des *boat people* – les conditions de noyade de 14 Tunisiens, le 22 septembre 2002, à proximité de la côte italienne, s'inscrivant dans cette politique musclée des voisins immédiats du Maghreb – crée des tensions et pose le problème du respect des droits de l'homme et, en premier lieu, du droit à la vie, énergiquement défendu par les assises européennes.

La sécurité globale

Les analystes ont identifié différentes composantes de la sécurité, résumées par cette équation :

Hard security + soft security = global security[18]

La *hard security* se réfère à la dimension militaire, aux dangers des opérations guerrières par l'usage des armes conventionnelles ou de dissuasion nucléaire, bactériologique, chimique, etc. Elle concerne, dans une large mesure, la gestion des rapports de force entre Etats. Mais l'apparition du terrorisme permet aux «acteurs mineurs», Etats ou groupes politiques, d'intervenir sur la scène, pour faire valoir leurs vues politiques, en provoquant l'insécurité et en déstabilisant les régimes concernés. Guerre sans déclaration de guerre, élargissant sa cible aux populations et aux victimes du hasard. Bien entendu, les résistants combattant pour la restauration de leur patrie échappent à cette désignation, étant donné que l'occupation et la colonisation qui les spolient et les minorisent constituent l'ultime forme de menace accomplie. Nous adoptons l'approche d'un politicien français avisé qui déclara que ceux qui pénètrent dans leurs pays ne peuvent être accusés d'être des agresseurs. Mais la résistance implique, nous en convenons, un rigoureux respect de l'éthique. Le cas des desperados, par exemple, qui organisent des attentats pour instaurer un climat d'inquisition et de guerre idéologique ou religieuse, sont appelés, à juste titre, des terroristes.

Les nouvelles conceptions de la sécurité dépassent cette approche fondée sur la confrontation, la dissuasion, l'usage des capacités militaires des puissances et le recours aux formes de luttes armées. On se réfère plus volontiers, en Europe, aux menaces provenant des partenaires juniors ou des «fous de Dieu» et autres cas isolés de dérive de la criminalité de l'émigration, alors que le phénomène maffieux et les réseaux européens de trafic de drogue sont des manifestations essentiellement endogènes. Re-équilibrant cette *hard security*, des voies s'élèvent pour montrer l'interaction des différentes dimensions militaires, politiques et sociales du concept sécuritaire :

Le développement différentiel

Les relations asymétriques, le développement différentiel et un certain déficit, sinon l'absence de réciprocité, dans les rapports entre les peuples peuvent créer des frustrations et susciter de graves malentendus. Les colères, les ressentiments, ne sont pas de nature à instaurer une ère de quiétude, que les utopistes de tous bords peuvent exploiter aux dépens des différents pays de la Méditerranée. Remarquons, cependant, qu'il n'y a pas eu de passage à l'acte. La peur européenne pose un problème d'école ou plutôt elle inscrit dans son imaginaire une menace plus virtuelle que probable. Mais une aggravation de la situation sociale et un développement de la précarité peuvent faire courir des risques graves à l'ensemble de l'aire géopolitique méditerranéenne. C'est dire que nous devons envisager une approche responsable du développement de cette aire géopolitique.

Ce qu'on appelle menace d'invasion d'immigrants s'explique, simplement, par une volonté de sortir de l'impasse, de trouver du travail ou tout simplement des illusions de jeunes, attirés par la vitrine de l'Occident. L'Europe a déjà connu des situations similaires, par le développement spontané ou volontaire de son immigration dans les anciennes colonies. Profitant de l'état des rapports de forces, ces immigrants se sont alors rapidement érigés en privilégiés. Sans retenir ce que certains intellectuels de la MMO évoquent souvent comme «dette» de la colonisation, nous expliquons cette menace par le développement différentiel, l'échange inégal et les situations hégémoniques de fait, provenant du *hardpower*, précédemment défini. Nous souscrivons à la priorité définie par le Programme PGSS de la Fondation MacArthur relative à "la sauvegarde et au soutien du développement"[19].

[17] Interview au journal *Le Monde* du 11 septembre 2002.

[18] Voir Dominique David, *op. cit*, p.15.

[19] Voir son site internet : "www.macfound.org/programs/gss/gss_guidelines.htm".

La dégradation de l'écosystème

L'exploitation sans ménagement des ressources, le recours aux OGM, l'insuffisante sauvegarde de la diversité de l'écosystème, la dégradation de l'environnement, les effets de serre, tous ces maux résultant d'une prise en compte exclusive de la logique industrielle et des lois du marché, font courir à l'ensemble de l'humanité de graves risques. Dans ce domaine, les pays de l'OMM sont plutôt des victimes, subissant les lois de l'économie mondiale et des grands acteurs occidentaux. Les effets de ces perturbations génétiques sont particulièrement connus, depuis l'apparition de la maladie de la vache folle. Important leurs semences et leurs farines de nutrition animale, les pays de l'OMM qui ne disposent pas, bien souvent, de moyens sophistiqués de contrôle de sécurité alimentaire sont davantage vulnérables. Ils ne peuvent donc pas lutter à armes égales. La zone euro-méditerranéenne doit intégrer, parmi ses instruments communautaires, les moyens de contrôle adéquats. Ce danger qui dépasse notre aire régionale, doit, nous semble-t-il, être traité au sein des instances internationales.

Le défi de la mondialisation

Comment équilibrer le commerce, l'environnement et le développement dans le marché global ? Les partenaires du réseau mondialisé sont, théoriquement, des partenaires égaux. Mais le niveau différentiel n'accorde pas les mêmes chances sur la ligne de départ et, bien entendu, sur la ligne d'arrivée. Il ne s'agit donc pas, dans ce domaine, d'une menace de proximité. La condamnation rituelle et conjuratoire de la mondialisation ne peut, à notre avis, que nourrir de vaines nostalgies. Nous devons plutôt, par réalisme, examiner les effets de la domination des marchés et identifier des solutions aux problèmes concrets qu'ils posent. La donne économique – la dure mécanique de la concurrence – peut être rééquilibrée sinon corrigée par la prise en compte de l'éthique de solidarité, d'une mobilisation collective au profit du développement général. Peut-être peut-on vaincre cette peur, souvent irraisonnée, de la menace des *partenaires juniors*, par une volonté de co-développement et une certaine prospérité partagée, qui peut constituer l'ultime objectif de l'Euro-Méditerranée.

Conclusion : Montée des périls

La conjoncture actuelle se caractérise par le développement d'une certaine tendance à fonder des relations conflictuelles, sinon à re-actualiser l'esprit des guerres de religion d'antan, appelée pudiquement «choc de civilisations». Les tragédies du 11 septembre, un défi à l'humanité, confrontées à l'absurde et à la dérive de la pensée, ont été instrumentalisées pour conforter la théorie de Huntington et mettre la dichotomie conflictuelle à l'ordre du jour. Les mots d'ordre xénophobes, racistes, anti-arabes idéologisés par l'extrême droite s'intègrent dans cette construction de l'ennemi outre-Méditerranée. L'identification des relations euro-méditerranéennes par l'approche Islam/Occident, langage des temps nouveaux, divise et oppose ceux que la nouvelle géopolitique voudrait rassembler. Dans une précédente communication, dans le cadre de la journée de commémoration du 11 septembre 2001, j'ai fait état des discours d'exclusion et de guerre développés récemment. Je n'y reviens pas. Peut-être faudrait-il se hasarder à rechercher l'origine de cette culture de rejet ? Je distinguerais les contentieux coloniaux et les cicatrices encore vivantes dans la mémoire de certains ainsi que les manipulations de certains lobbies, redéfinissant la civilisation européenne. Je rejoins l'analyse pertinente du Professeur Martel qui définit cette civilisation par ses composantes essentielles greco-romaines, rejetant la thèse de ceux qui la présentent comme "fille de la révélation[20]", occultant tout l'itinéraire du rééquilibrage Etat/religion, des pays européens. Mais la présentation réductrice des termes de référence civilisation judéo-chrétienne / Islam n'est pas désintéressée, d'autant plus qu'elle occulte tous les référants de société arabo-musulmane, à l'exception de sa dimension religieuse. De leur côté, les partisans d'Al Qaïda et les nombreuses écoles salafites font valoir honteusement cette approche des guerres de religion. Je ne m'attarde pas sur cet aspect tragique de la domination de la pensée passéiste. L'évolution en cours montre, hélas, que le monde arabe vit une période délicate de contre-nahdha et contre-Islah. La fin de l'Ere de Bandoung, inaugurée par la chute du mur de Berlin, c'est-à-dire l'abandon de cette avancée tiers-mondiste et l'affirmation de la volonté de mettre fin à la dépendance, par une révision des termes du jeu international, nourrit certainement bien des frustrations et encourage, par contrecoup, les théories de l'utopie et du désespoir. J'oserais avancer ce diagnostic général en affirmant que seul le retour à l'Europe des Lumières et à l'Islam de l'Ijtihad sont les garants de la culture de coexistence, susceptible de mettre fin à toutes les dérives de la pensée porteuse de la menace.

L'absence d'une stratégie européenne a été bien illustrée lors des préparatifs de la guerre annoncée contre l'Irak et l'engagement des puissances européennes en ordre dispersé. Le discours de l'ingérence démocratique utilisé par le président Bush pour expliquer son intervention en Irak peut constituer un précédent fâcheux. D'autre part, les préparatifs de la guerre contre l'Irak permettent à Israël de poursuivre sa besogne, en toute impunité, sa menace ne soulevant pratiquement pas d'inquiétude, tout au moins officiellement.

Quant au risque d'opérations intégristes, le cours des événements a montré que nous sommes sur la même galère. La prise de conscience du danger par les Etats du Sud a permis de limiter les dégâts, de prévenir certaines menaces. Les opérations de New York ont mis en scène des terroristes intégristes, formés et recyclés en Occident. D'une certaine façon, ils ont bénéficié des structures intégristes implantées dans ces pays d'accueil. Une mobilisation commune est seule à même de prévenir cette menace, pouvant provenir de toutes parts. Nous estimons, d'autre part, qu'une écoute des acteurs et des opinions publiques de la MMO, une politique courageuse de co-développement, une plus grande harmonisation économique, rééquilibrant les échanges et assurant la mise sur pied d'un programme de solidarité internationale, permettraient de créer un climat assaini et rénové de coopération. Par les frustrations qu'elle nourrit, les tensions qu'elle génère, la conjoncture actuelle peut entretenir la méfiance et susciter des crises. Il faudrait, me semble-t-il, refonder le processus de Barcelone, ériger en priorité l'égalité solidaire, créer les instruments d'une coopération équilibrée, ouvrir l'horizon à cette communauté que Barcelone I a voulu rassembler, développer ses échanges, unifier sa société de communication, tout en excluant de l'opération les hommes du Sud, condamnés à coopérer derrière les remparts. La première mesure de confiance consiste à éviter, de part et d'autre, de culpabiliser le partenaire. Les pères fondateurs de Barcelone I n'ont pas, à mon avis, pris la juste mesure de cette exigence éthique.

[20] Conférence intitulée "De la mondialisation à l'Etat mondial", Tunis, cours de l'IRI, 17 septembre 2002.

EuroMeSCo Briefs are published with the support
of the European Commission by the EuroMeSCo Secretariat at the

INSTITUTO DE ESTUDOS ESTRATÉGICOS E INTERNACIONAIS

Largo de S. Sebastião, 8 · Paço do Lumiar · 1600-762 Lisboa · Portugal
Telephone 351.21.030 67 00 · Fax 351.21.759 39 83
e-mail mednet@mail.telepac.pt · Homepage http://www.euromesco.net